

Extrait du École changer de cap

<https://www.ecolechangerdecap.net/spip.php?article299>

VousNousIls.fr

François Hollande : "l'école n'est pas un coût mais un investissement !"

- Français - Campagnes et événements -

Date de mise en ligne : vendredi 30 mars 2012

École changer de cap

Dans le cadre de la campagne présidentielle, VousNousIls.fr a sollicité les principaux candidats sur leur projet pour l'éducation. Cette semaine, c'est au tour de François Hollande, candidat du Parti Socialiste, de répondre à nos questions.

Si vous accédez à l'Élysée le 6 mai 2012, quelles mesures prendrez-vous en priorité pour l'école ?

La droite laisse une dette éducative particulièrement lourde et plusieurs chantiers devront être menés de front. Je ferai d'abord adopter un certain nombre de mesures d'urgence, dès mon élection, pour limiter autant que possible les fermetures de classe et d'écoles, et faire en sorte que la rentrée prochaine se passe dans les meilleures conditions. J'engagerai ensuite, dès l'été, une vaste concertation avec les enseignants, les parents, mais aussi le milieu associatif et les collectivités locales pour refonder entièrement notre école. L'heure n'est plus à une énième réforme sectorielle. Je veux proposer un projet éducatif global et cohérent, avec un seul objectif : la réussite à l'école pour tous et partout. La lutte contre l'échec scolaire sera donc ma grande priorité. Il faut traiter les difficultés à la racine, dès qu'elles apparaissent : les efforts seront concentrés sur l'école maternelle et primaire et sur les zones en difficulté.

Vous avez dit récemment qu'il faudra « tout reprendre » en matière de politique éducative. Reconnaissez-vous néanmoins quelques réussites au gouvernement actuel ?

Le bilan du gouvernement actuel en matière d'éducation est sans appel. Même la réforme du lycée, qui dans sa conception n'était pas inintéressante, a vu ses aspects positifs réduits à néant par la pénurie de moyens et les pressions de postes. Nicolas Sarkozy a affaibli l'école moralement, humainement et matériellement car il a voulu y appliquer le modèle du marché. Les valeurs de l'école républicaine ont été attaquées en leur cœur. La laïcité a été mise à mal et le rôle des professeurs méprisé. Les différentes réformes non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, pression de la formation des enseignants, assouplissement de la carte scolaire, démantèlement des réseaux d'aide aux élèves en difficulté... se sont traduites par un effondrement des résultats des élèves français. Nous le voyons dans toutes les études indépendantes. Et comme toujours, ce sont les plus fragiles qui en ont été les premières victimes.

Votre proposition de recréer 60 000 postes en cinq ans est très critiquée par vos adversaires. Est-il raisonnable, vu le contexte actuel, d'avancer une telle proposition ? Ne peut-on pas faire mieux avec les moyens existants ?

Contrairement au gouvernement actuel, je ne considère pas l'école comme un coût, mais comme un investissement ! L'école d'aujourd'hui, c'est l'emploi et la croissance de demain, c'est aussi la condition de notre vivre ensemble. Cela mérite qu'on y consacre les moyens nécessaires. Il est bien sûr possible de mieux utiliser les moyens existants mais cela ne suffit pas. Pour améliorer les pédagogies, pour revoir les rythmes scolaires, pour lutter contre l'échec scolaire et permettre à chaque élève de réussir, des moyens supplémentaires sont nécessaires. D'autant que nous partons de très bas : la France a le taux d'encadrement des élèves le plus faible des 34 pays de l'OCDE.

Que préconisez-vous en termes de rythmes scolaires à l'école ? Y a-t-il un problème ?

La réforme des rythmes scolaires est essentielle. Les rythmes actuels ne respectent pas les rythmes biologiques et psychologiques de l'enfant. Ils sont source de fatigue, de stress, et donc d'échec. La généralisation de la semaine de quatre jours a aggravé tout cela. En primaire, nos enfants ne vont plus à l'école que 144 jours par an, contre environ 180 en Allemagne ou 190 au Royaume-Uni. A l'inverse, les journées de classe sont beaucoup plus longues et chargées que chez nos voisins. Je souhaite alléger ces journées et mieux répartir le temps scolaire. Cela passera inévitablement par le retour à la semaine de quatre jours et demi et par un allongement de l'année. Nous en parlerons bien entendu avec l'ensemble de la communauté éducative.

La carte scolaire a été assouplie en 2007 à la demande de Nicolas Sarkozy. Reviendrez-vous en arrière ?

Oui, car les conséquences de cet assouplissement ont été néfastes pour notre système éducatif : mise en concurrence des établissements pour attirer les meilleurs élèves, accroissement des inégalités et, en définitive, recul de la mixité sociale et scolaire. Or celle-ci est autant la garantie de la construction du vivre ensemble qu'un moyen d'augmenter le niveau général de nos élèves. Je reconnais toutefois que la carte scolaire telle qu'elle existait avant n'atteignait pas tous ses objectifs. Elle était même parfois contre-productive. Je proposerai donc la mise en place d'une scolarisation plus juste, fondée sur le critère de mixité scolaire, dans le cadre de secteurs aux périmètres élargis et établis en concertation avec les collectivités, en associant parents et établissements. Cette nouvelle scolarisation sera accompagnée par une politique volontariste d'éducation prioritaire car offrir une école de qualité à tous nos enfants, où qu'ils habitent, est la meilleure et la plus juste des manières de lutter contre l'évitement.

Concrètement, comment comptez-vous lutter contre l'échec scolaire ?

Nous nous attaquons aux difficultés et aux inégalités là où elles naissent : à la maternelle et au début du primaire, et dans les quartiers populaires. Beaucoup des mesures que j'ai annoncées s'inscrivent dans cette idée : développement de la scolarisation des enfants de deux ans, mise en oeuvre du principe « plus de maîtres que de classes » en cycle 2 (Grande Section, CP, CE1), rétablissement des RASED supprimés par le gouvernement, renforcement de l'éducation prioritaire, mise en place de dispositifs favorisant la stabilité des équipes pédagogiques dans les établissements sensibles, diversification des méthodes et des outils pédagogiques. La reconstruction d'une formation de qualité pour les enseignants et la révision des rythmes scolaires participeront aussi de cet objectif.

A ces mesures préventives viendront s'ajouter des mécanismes de « racrochage » permettant aux jeunes sortis précocement du système éducatif de réintégrer un cursus structurant et formateur. Un service public de l'orientation profondément rénové aura ainsi l'obligation de proposer à chacun de ces jeunes une réponse adaptée à sa situation individuelle, qu'il s'agisse d'une formation, d'un apprentissage ou d'un service civique. Aucun d'eux ne devra être laissé sans solution.

Et que proposez-vous pour améliorer la formation des enseignants ?

Aujourd'hui, il ne s'agit plus de l'améliorer, mais de la recons-truire. Avec la réforme de la mas-te-ri-sa-tion, 70% des nou-veaux ensei-gnants se retrouvent devant une classe sans aucun bagage péda-go-gique et sans jamais avoir ren-con-tré un seul élève ! Or ensei-gner est l'un des métiers les plus beaux mais aussi les plus durs qui soient. Il ne s'improvise pas, il doit s'apprendre.

Je recons-trui-rai donc une for-ma-tion des ensei-gnants digne de ce nom en réta-blis-sant l'année de stage et en créant, au sein des uni-ver-si-tés, des Ecoles supé-rieures du pro-fes-so-rat et de l'éducation. Ces Ecoles seront char-gées de la for-ma-tion pro-fes-sion-nelle des ensei-gnants, ainsi que de la relance et de la dif-fu-sion de la recherche péda-go-gique. Tous les pro-fes-seurs, qu'ils se des-tinent à ensei-gner en mater-nelle ou à l'université, y par-ta-ge-ront un moment de for-ma-tion com-mun. Je sou-haite égale-ment qu'il y ait un meilleur équi-libre entre connais-sances dis-ci-pli-naires, didac-tique et pra-tique pro-fes-sion-nelle. Les pro-fes-seurs doivent être en mesure d'assurer l'ensemble des tâches qui font par-tie du métier d'enseignant : trans-mettre le savoir, mais aussi gérer une classe par-fois dif-fi-cile, accom-pa-gner indi-vi-duel-le-ment les élèves, accueillir les enfants en situa-tion de han-di-cap, par-ler aux familles, tra-vailler en équipe, uti-li-ser le numé-rique. Je met-trai aussi l'accent sur la for-ma-tion conti-nue que l'on oublie trop souvent.

Nous ferons enfin en sorte de finan-cer des études longues, avec une filière de pré-recrutements de façon à orien-ter les voca-tions et à aider les jeunes à finan-cer leurs études.

Post-scriptum :

Article publié sur VousNousIls.fr.